

Comme vous le savez sans doute, mon ministère entreprit, en 1970, une étude approfondie de la politique extérieure canadienne. À la suite de cette étude, le Canada a mis sur pied un programme dynamique de diversification de ses relations avec l'étranger. Les pays du Pacifique figurent en bonne place sur la liste des nations visées par cet objectif et par ce voyage qui m'a mené, tour à tour, en Indonésie, en Malaisie, en Nouvelle-Zélande et en Australie, le Gouvernement entend donc soutenir l'impulsion qui, depuis quelques années, attire ici un nombre croissant d'hommes d'affaires et de touristes canadiens et multiplie nos échanges dans cette partie du monde.

Je crois qu'on ne peut se méprendre sur l'intérêt que nous portons à la région du Pacifique. En effet, le Canada n'y a-t-il pas participé directement, pendant de nombreuses années, à des activités de maintien de la paix et de la sécurité? Notre rôle pendant la guerre de Corée et nos longues années de présence au sein des commissions de paix et de surveillance instaurées en Indochine attestent notre engagement et montrent que nous sommes prêts à jouer un rôle à notre mesure.

Notre attitude demeure la même. Nous continuons à suivre les événements de près et les tensions qui persistent après la fin de la guerre au Vietnam ne sont pas sans nous préoccuper. C'est, d'ailleurs, ce qui m'a amené à soulever la question de la sécurité de la région du Pacifique dans mes discussions avec les dirigeants de Djakarta, Kuala Lumpur et Wellington. De ces entretiens, je sors d'avantage convaincu de la possibilité de susciter des initiatives susceptibles d'aboutir, en dépit du climat d'incertitude actuel, à une stabilité plus durable.

Le Canada, en accord avec l'Australie, estime que la coopération régionale peut être un facteur important de stabilité et de développement économique. Au cours de mon séjour en Indonésie et en Malaisie, j'ai réitéré à mes hôtes notre ferme soutien aux principes et objectifs de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Ainsi que je l'ai souligné, le fait que l'ASEAN soit disposée à accueillir dans ses rangs d'autres pays de la région qui souscrivent à ses principes témoigne éloquemment de sa souplesse. J'admets, toutefois, qu'il est illusoire de s'attendre, dans l'immédiat, à d'autres candidatures.

J'ai annoncé à Djakarta que pour exprimer concrètement son soutien à l'ASEAN, le Canada envisageait de fournir une aide destinée à promouvoir des entreprises régionales sur lesquelles les cinq pays membres s'entendraient. J'ai également informé mes hôtes de Djakarta et de Kuala Lumpur du désir du Canada d'engager un dialogue officiel